

LES CAHIERS 11

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | JANVIER 2024

**CRISE DU POUVOIR :
CONTRE LA LOI
DARMANIN-LE PEN ET
POUR LA PALESTINE**



SAISIR LA BRÈCHE

ÉDITO

CRISE DU POUVOIR: CONTRE LA LOI DARMANIN-LE PEN ET POUR LA PALESTINE, SAISIR LA BRÈCHE



La crise politique que traverse le gouvernement ne cesse de se renforcer. Après six mois de mouvement social contre la réforme des retraites, trois jours et nuits de révoltes contre les crimes policiers, le gouvernement est fragilisé pour mener sa politique. Acculé dans une période de crise économique et politique, il ne peut nous concéder de victoires et n'a pas d'autre choix pour mettre fin aux conflits sociaux ou politiques, que d'accroître la répression de nos luttes par tous les moyens possibles et de renforcer les discours et attaques racistes. Les attaques racistes et l'alimentation des discours réactionnaires sont une arme pour empêcher l'unité de notre classe qui pourrait lui être fatale dans la période. La loi immigration de Darmanin émerge dans ce contexte de crise du gouvernement Macron. À nous de nous enfoncer dans cette brèche pour faire tomber cette loi et le gouvernement !

Perte d'influence de l'impérialisme en Afrique de l'Ouest et sursaut internationaliste contre Israël et les impérialistes occidentaux

La crise du gouvernement est inscrite dans une crise plus globale de l'impérialisme français à l'international. Après les mouvements « France dégage ! » en Afrique de l'Ouest et les différents coups d'États au Mali, Burkina Faso et récemment au Niger, le mouvement de solidarité pour la Palestine vient accentuer la crise de l'impérialisme français. À la suite du 7 octobre 2023, des millions de personnes ont défilé dans toutes les villes du monde en solidarité avec la résistance palestinienne. En France, en cette fin d'année 2023, malgré un génocide documenté en tant réel, le gouvernement français a réprimé sans commune mesure en septembre, toutes marques de solidarité avec la Palestine et continue d'envoyer des armes en Israël.

La crise du gouvernement est inscrite dans une crise plus globale de l'impérialisme français à l'international

Le génocide colonial et l'absence d'un cessez-le-feu traduit la barbarie sans nom du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu et l'incapacité internationale à mettre fin à ce bain de sang. Le mouvement de solidarité pour la Palestine vient de nouveau fragiliser le gouvernement en montrant son impuissance à mettre fin au génocide et jette la lumière sur les intérêts de la France à la présence d'Israël au Moyen-Orient.

Réprimer une lutte de solidarité avec un peuple massacré en direct a nécessité pour le gouvernement un renforcement toujours plus fort de l'islamophobie, en reprenant l'idéologie qui assimile



Palestinien·nes, musulman·es, arabes et terrorisme. Dans les écoles, plusieurs centaines d'élèves ont été accusés d'apologie du terrorisme pour n'avoir pas respecté la minute de silence.

Dans la construction de cette idéologie, le gouvernement s'est retrouvé à marcher contre l'antisémitisme, main dans la main avec le RN. En s'associant avec un parti bâti sur le négationnisme, il ne s'agissait donc pas d'une marche contre l'antisémitisme mais bien d'une marche islamophobe, contre les musulman·es et contre la solidarité envers le peuple palestinien.

Dans une période de crise, le racisme est exacerbé car il permet à la fois d'assurer la division de notre classe face aux politiques antisociales et aux réformes autoritaires mais aussi de construire un bouc-émissaire intérieur et extérieur pour justifier du renforcement militaire voire des attaques envers les luttes de libération ou de résistances des pays colonisés (Palestine) ou des pays anciennement colonisés sous influence de la France (Mayotte, Afrique de l'Ouest). Le racisme est un pivot idéologique empêchant l'unité de notre classe, permettant le renforcement des partis et des groupes fascistes et la victoire de l'impérialisme à l'international. Comment légitimer un génocide colonial sans étiqueter les victimes comme terroristes ? Comment convaincre du besoin de réarmement militaire sans instaurer la crainte d'une menace terroriste nécessitant une défense commune ?

Voulant résorber la crise politique en unifiant autour d'un projet raciste, la loi immigration, basée sur les aspirations idéologiques de l'extrême droite, a finalement fragilisé davantage la majorité à l'Assemblée nationale. 37 députéEs LREM ont voté contre la loi et de nombreux départements ont annoncé ne pas vouloir l'appliquer et ont promu la désobéissance civile. Cette crise de la macronie signe aujourd'hui une victoire idéologique pour le Rassemblement national. Celui-ci en tire avantage pour étendre son influence dans l'espace médiatique et politique. Dans la rue, des groupes fascistes

Dans une période de crise, le racisme est exacerbé

multiplient les apparitions et les attaques, surfant sur les discours médiatiques nauséabonds pour nourrir leur haine contre les musulman·es, les arabes et les Noir·es dans la plus grande impunité. Dans le même temps, des militant·es sont arrêté·es pour la seule raison d'avoir sorti un drapeau aux couleurs de la Palestine.

Un gouvernement qui, dans sa crise, veut rester à l'offensive

Macron l'a annoncé de ses vœux : il veut faire de 2024 une année de la détermination. Après s'être réjoui de la mise en place de la réforme des retraites, après une réforme de l'assurance chômage qui fait travailler gratuitement les plus précaires d'entre nous, le gouvernement veut réformer la sécurité sociale. Pour cacher ses mesures antisociales, l'inflation galopante, la hausse des loyers et la misère qui en découle, le gouvernement nourrit sans relâche la fiction du problème de l'immigration. La macronie, dans sa fragilité politique continue à nous précariser toutes et tous.

Construire la riposte et contrer les mobilisations sans lendemains et les aspirations réformistes.

Toutefois, l'ampleur de la crise de la macronie, tant dans sa politique intérieure qu'extérieure, pourrait nous permettre des victoires. C'est dans les périodes de crises et de guerres qu'adviennent les révolutions. Si nous déjouons les pièges du racisme et de l'islamophobie qui menace l'unité de notre classe. Si nous sommes en capacité de montrer un plan de bataille à la hauteur des enjeux, contre l'extrême droite, pour la libération de la Palestine

Nous devons faire reculer le gouvernement à partir d'une riposte d'ampleur contre sa loi immigration

et contre la misère et la hausse de l'exploitation, nous pourrions nous engouffrer dans la brèche ouverte et gagner face au gouvernement.

Mais nous devons nous saisir de son manque de force politique et des crises produites par nos luttes et la conjoncture politique et économique. Nous devons faire reculer le gouvernement à partir d'une riposte d'ampleur contre sa loi immigration.

La date du 14 janvier a été choisie comme journée de mobilisation nationale contre cette loi. Une journée ne sera évidemment pas suffisante. Mais elle déterminera la suite. Si les directions syndicales n'appelleront pas à la grève contre cette loi, nous devons les pousser en faisant une démonstration dans la rue de l'opposition de notre camp à cette loi raciste. C'est à partir de cette base que nous pourrions infléchir l'idée d'une simple mobilisation aux attentes réformistes en un plan de bataille conséquent face au gouvernement et à sa politique sur des bases antiracistes. Attendre l'avis du Conseil constitutionnel sur certaines mesures de la loi, ça veut dire lutter pour un racisme acceptable et déléguer la situation à des instances qui n'ont pas été des remparts face aux dernières mesures racistes. Il n'y a pas de racisme acceptable comme il n'y a pas de génocide acceptable. Ce plan de bataille doit commencer par une mobilisation d'ampleur contre la loi immigration de Darmanin-Ciotti-LePen, qui en attaquant les droits des étranger-es, les droits des sans-papiers, attaquent nos droits à tous et à toutes. Une forte opposition antiraciste à cette loi d'immigration est essentielle pour isoler le projet fasciste et déjouer toute victoire idéologique du RN. Cette lutte doit s'articuler avec une solidarité internationale, soulignant que le racisme est une arme vitale pour justifier les crimes en Palestine. Privé de

son arsenal idéologique raciste et islamophobe, le gouvernement serait affaibli dans ses ambitions impérialistes, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique. Les directions syndicales ne voudront pas sauter dans la brèche qu'ouvre la période de peur de se faire dépasser par le mouvement, mais si nous ne dépassons pas la simple journée de mobilisation du 14 janvier et les velléités réformistes, nous ne gagnerons pas et nous laisserons la victoire au Rassemblement national. Pour une riposte à la hauteur des enjeux, tous et toutes dans la rue le 14 janvier. La suite devra être construite à partir de là, par en bas, dans des assemblées générales, dans nos syndicats et dans nos quartiers. Faisons de l'antiracisme la base d'un mouvement d'ampleur dans la brèche de la crise de la macronie.

ANOUK BRUNET (MARSEILLE)



L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS LES CAHIERS D'A2C : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant-es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministe, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.



14 JANVIER LA FRANCE À UN TOURNANT: PREMIÈRE VAGUE DE RIPOSTE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Nous publions ci-dessous un premier bilan de la mobilisation du 14 janvier, rédigé au lendemain des manifestations, pour les publications du SEK (Parti socialiste des travailleur-euses) en Grèce.*

C'est assez inédit. Un mouvement se développe en France contre le racisme et le fascisme. Portant sur le rejet d'une loi raciste particulièrement abjecte, la riposte prend forme après le vote de la loi!

C'est la dynamique de la mobilisation elle-même qui peut annoncer un mouvement de fond

Une dynamique par en bas

Des dizaines de milliers de manifestant-es ont défilé sur tout le territoire ce dimanche 14 janvier dont 25 000 à Paris mais aussi des milliers à Rennes, Marseille, Bordeaux ou Lyon. Cela fait suite au vote de la loi dite Darmanin (du nom du ministre de l'Intérieur) le 19 décembre dernier.

Au-delà du nombre de manifestant-es, encore modeste par rapport à ce qu'il faudrait pour imposer le retrait de la loi, c'est la dynamique de la mobilisation elle-même qui peut annoncer un mouvement de fond.

Les jours précédents la manifestation des banderoles ont commencé à apparaître devant de nombreuses écoles pour dénoncer le caractère raciste de la loi. Elles ont été faites parfois par les parents d'élèves et parfois par les enseignant-es. Dans une école de la banlieue parisienne des assistantes d'éducation se sont même mises en grève pendant trois jours. Les lycéen-nes et les étudiant-es sont en train de s'organiser pour lancer des blocages de lycées et d'universités. Dans plusieurs hôpitaux de la région parisienne les personnels opposés à la loi sont en train de se coordonner pour agir. Une fédération sportive et des clubs de football ont appelé à la mobilisation.

Les sans-papiers en première ligne

À l'initiative notamment de la Marche des solidarités et des collectifs de sans-papiers un mouvement de mobilisation avait eu lieu pendant des mois pour s'opposer à la loi la plus dure, la plus raciste et liberticide de ces trente dernières années. Cela avait donné notamment lieu à une journée de manifestations sur tout le territoire le 18 décembre dernier où 15 000 personnes avaient manifesté à Paris.

Bien que significative, la faiblesse de cette mobilisation n'avait pas permis de s'opposer au vote de la loi. La gauche et les syndicats s'étaient peu impliqués au-delà de dénonciations formelles.

Mais le coup de tonnerre est venu le lendemain quand une version encore plus dure de la loi a été votée par l'Assemblée nationale par une alliance entre le parti présidentiel, la droite la plus abjectement raciste et les fascistes du Rassemblement national. C'est cette alliance entre le président Macron, élu en 2022 en se présentant comme barrage au fascisme, et Marine Le Pen qui a suscité la riposte. Cela a créé une prise de conscience sur la nature de la loi (votée par les fascistes !) et sur la réalité d'un danger fasciste en France.

C'est cette alliance entre le président Macron, élu en 2022 en se présentant comme barrage au fascisme, et Marine Le Pen qui a suscité la riposte

Des réactions ont eu immédiatement lieu après le 19 décembre. Des réactions d'en bas, blocages de lycées, rassemblements et manifestations spontanées. Et des réactions d'en haut, démission d'un ministre, déclarations de refus d'applications de la loi d'élus de régions ou de villes, opposition à la loi d'organismes de « gestion » des migrant-es, etc.

Et la dirigeante d'un des principaux syndicats, la CGT, a même appelé à la désobéissance civile.

C'est dans ce contexte qu'à l'initiative de la Marche des solidarités et des collectifs de sans-papiers un appel à manifester le 14 janvier a été lancé, appel qui a été signé par près de 500 organisations, locales ou nationales, dont des syndicats.

Vers une riposte contre le fascisme !

La crise, en haut, est telle que le président a dû annoncer que certaines mesures votées dans la loi allaient sans doute à l'encontre de la Constitution et pourraient être retirées lors du passage devant l'organisme contrôlant la conformité des lois avec la Constitution le 25 janvier ! L'organisation des patrons, le Medef, s'alerte lui-même d'une polarisation politique qui oblige même les directions syndicales à se mobiliser. Alors qu'après l'échec du mouvement sur les retraites ces directions syndicales avaient repris leur politique de conciliation. En effet les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de manifestations dimanche prochain contre la loi raciste pour « la défense de la République ».

Par certains aspects les réponses politiques ressemblent à la situation des années 1930. Une partie de la gauche et les directions syndicales cherchent une alliance à droite avec les secteurs les plus libéraux de la bourgeoisie contre le développement du fascisme. C'est la base de leur appel à manifester. Assez logiquement elles résistent à appeler à la grève contre la loi raciste pour ne pas s'aliéner ces « alliés ». C'est ce qui explique notamment que la CGT a refusé d'appeler aux manifestations de ce 14 janvier.

Mais la dynamique par en bas telle qu'elle s'est reflétée dans les manifestations du 14 janvier est d'une autre nature. Un syndicat de l'éducation appelle déjà à la grève le 25 janvier prochain contre la loi. La Marche des solidarités appelle les syndicalistes à amplifier et généraliser cet appel, dans l'éducation et au-delà. Pour obtenir le retrait total de la loi et créer une dynamique qui barre la route au fascisme.

DENIS GODARD (PARIS 20)

* <https://www.sekonline.gr>

Par certains aspects les réponses politiques ressemblent à la situation des années 1930



LE SIONISME :

UN PROJET RACISTE ET COLONIAL QUI DOIT ÊTRE COMBATTU AU NOM DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME !

Le génocide en cours à Gaza¹ n'est pas la conséquence des attaques du 7 octobre 2023. Il représente l'aboutissement d'une longue histoire coloniale qui caractérise Israël depuis sa création.

Le sionisme est l'idéologie réactionnaire responsable de la situation actuelle. La propagande israélienne défend cette politique en semant la confusion et va jusqu'à présenter les israélien-nes comme victimes d'un pogrom réalisé par des nouveaux nazis² que seraient les Palestinien-nes. Ce type de récit vise à mobiliser un imaginaire très douloureux pour les juif-ves pour justifier toute sorte de violences envers Gaza. En France, la hausse des actes antisémites observée depuis le 7 octobre a été utilisée pour défendre les crimes d'Israël et criminaliser le soutien à la Palestine. Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme a atteint son paroxysme avec la marche du 12 novembre 2023 achevant la normalisation de l'extrême droite en France.



L'antisémitisme, une histoire européenne

L'antisémitisme consiste en la haine des juif-ves parce qu'ils sont juif-ves. En Europe, cela a pris plusieurs formes, la plus ancienne est chrétienne lorsque les juif-ves ont été perçus comme le peuple déicide. La communauté juive est alors vue comme une communauté à part à laquelle on ne peut pas faire confiance.

Pendant le Moyen Âge, l'antisémitisme se manifeste par la suspicion envers les juif-ves, la stigmatisation de leurs commerces, l'interdiction d'accès à certaines professions, des accusations de trahison, diffusion des maladies, sorcellerie et toutes sortes de croyances stigmatisantes. Les juif-ves sont souvent contraint-es de porter des vêtements distinctifs, de vivre dans des

Au 19^e siècle, avec le développement du colonialisme et de l'État-nation, l'antisémitisme renforce son caractère racial en plus de toute la mystique religieuse

ghettos, jusqu'à être la cible de pogroms. Le point culminant de cette logique a été l'inquisition dans les pays ibériques avec la persécution et l'extermination de milliers de personnes, contraignant les juif-ves à se convertir au christianisme ou à partir, notamment dans des pays d'Afrique du Nord.

Au 19^e siècle, avec le développement du colonialisme et de l'État-nation, l'antisémitisme renforce son caractère racial en plus de toute la mystique religieuse. Les juif-ves sont alors vu-es comme une minorité faisant obstacle à la création de nations « ethniquement pures ». Les juif-ves sont victimes de discrimination en Europe de l'Ouest et de pogroms en Europe de l'Est. Cette haine du juif atteint son paroxysme au 20^e siècle avec la Shoah³.

Sionisme, une doctrine réactionnaire

Le mot sionisme vient du mont Sion, le nom d'une colline à Jérusalem où dans le passé biblique se trouvait le temple du roi Salomon. Le sionisme devient un mouvement politique avec le journaliste viennois Theodor Herzl et la publication de son livre *Der Judenstaat* (L'État juif) en 1896. En s'adressant d'abord à la bourgeoisie, Herzl propose la création d'un État pour les juif-ves en réponse au contexte européen d'antisémitisme endémique. La création d'un foyer juif doit leur assurer la sécurité. Cette idée s'inscrit dans les mouvements nationalistes en vogue à cette époque avec la chute des empires Austro-Hongrois et Ottoman.

Du côté de la classe ouvrière, des organisations d'autodéfense juives ne soutiennent pas l'idée de création d'un État juif, mais l'organisation collective pour lutter contre l'antisémitisme. Le plus connu de ces mouvements a été le Bund, un parti politique juif, socialiste, marxiste et laïque. Ils s'opposent au sionisme qu'ils voient comme un nationalisme brisant la lutte des classes et comme une entreprise nécessairement colonialiste⁴.

Le premier congrès sioniste a lieu à Bâle, en Suisse, en 1897. Le sionisme devient alors un mouvement politique organisé. Plusieurs lieux ont été envisagés

pour ce projet comme Madagascar, Chypre, l'Argentine, etc. Finalement, c'est la Palestine qui est choisie. Depuis 638, cette région, qui s'appelait Canaan puis Palestine, est occupée par des musulman-nes et des minorités juive et chrétienne. Les premiers sionistes juifs n'étaient pas du tout religieux. Cependant, ils comprennent que le choix de la Palestine, liée à l'histoire biblique, est un argument pour convaincre les religieux. Ces derniers étaient très réticents à la création d'un État juif car pour eux, les juif-ves devaient vivre là où iels étaient jusqu'à l'arrivée du messie.

Le mouvement sioniste commence alors à entretenir des liens avec des antisémites occidentaux, partageant avec elleux la conviction que les juif-ves ne doivent pas rester en Europe. Pour ces derniers, le sionisme a été vu comme un moyen d'assurer la pureté ethn raciale des nations européennes en se « débarrassant » des juif-ves. Ainsi, Herzl rencontre à deux reprises l'empereur d'Allemagne Guillaume II, antisémite notoire⁵. Son intérêt pour le projet sioniste était le départ des juif-ves d'Allemagne. C'est dans la même logique qu'Édouard Drumont, auteur du pamphlet antisémite *La France juive*, écrira dans *La Libre parole* en 1897 qu'avec le projet sioniste, « les Juifs font leur bonheur en faisant le nôtre ».

Le sionisme a aussi été soutenu par une partie du mouvement protestant millénariste. C'est influencé par ce sionisme chrétien que lord Balfour a pu à la fois édicter des lois antisémites en Angleterre en 1905 et promettre en 1917 un foyer national aux juif-ves en Palestine dans la fameuse déclaration Balfour⁶. Manifestement, l'Angleterre avait en outre des intérêts impérialistes dans la région⁷.

La réalité est que le sionisme s'inscrit dans une doctrine raciale, alliée à un discours religieux qui cherche à construire un État où une ethnie domine les autres. Il est fondé sur une idéologie suprémaciste. Il voulait créer un État à majorité juive dans un endroit qui était déjà occupé par une majorité musulmane. Comme les sionistes étaient européen-nes et, en grande partie, membres de la bourgeoisie, iels étaient imprégné-es par les idées colonialistes européennes de l'époque. Par conséquent, il n'y avait pas beaucoup de manières pour résoudre l'équation géographique et démographique à laquelle iels étaient confronté-es. C'est par l'occupation, l'expulsion, l'encerclement et le nettoyage ethnique que le sionisme va se mettre en pratique⁸. Le sionisme a toujours été une idéologie raciste et coloniale qu'il soit appliqué par la gauche de Ben Gourion ou par la droite de Jabotinsky à Netanyahu.

Sionisme et l'instrumentalisation de l'antisémitisme

Aujourd'hui, le soutien au sionisme permet à différents mouvements d'extrême droite en occident de se réhabiliter après leur discrédit suite à la Shoah. L'extrême droite et le sionisme se rejoignent dans leurs pratiques islamophobes et s'accordent sur le principe que juif-ves et non-juif-ves ne peuvent pas vivre ensemble avec les mêmes droits.

Après sa création, l'État d'Israël entretiendra de très bonnes relations avec l'Afrique du sud de l'apartheid et les dictatures sud-américaines. Ces dernières décennies, le gouvernement d'Israël cherche à renforcer sa position à l'international en nouant des liens avec des mouvements d'extrême droite



Aujourd'hui, le soutien au sionisme permet à différents mouvements d'extrême droite en Occident de se réhabiliter après leur discrédit suite à la Shoah

à l'étranger. Plusieurs mouvements antisémites deviennent alors acceptables, à condition qu'ils soient sionistes. Ce rapprochement se fait au nom de la lutte contre l'islamisme et repose sur un deal : l'État d'Israël blanchira les mouvements d'extrême droite de l'accusation d'antisémitisme en échange du soutien inconditionnel à leurs politiques⁹.

En Europe de l'Est, le gouvernement israélien s'est rapproché de régimes autoritaires et de partis nationalistes. Ces derniers apportent un soutien inconditionnel à Israël tout en réhabilitant les régimes ayant collaborés avec les nazis, au nom de la résistance au communisme¹⁰. C'est dans la même logique que de nombreux leaders d'extrême droite d'Europe de l'Ouest se rendent en Cisjordanie pour apporter leur soutien à la colonisation. En Amérique, le sionisme chrétien, très important parmi les évangélistes, explique les positions jusqu'au boutiste de Bolsonaro ou Trump.

L'amalgame entre antisionisme et antisémitisme

Le 16 juillet 2017, lors de la commémoration du 75^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, Emmanuel Macron a déclaré en présence de Benjamin Netanyahu : « Nous ne céderons jamais à l'antisémitisme, car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Cette déclaration marque une nouvelle étape dans la criminalisation du soutien à la Palestine, qui se manifestait déjà par la répression de la campagne BDS.

Cet amalgame de l'antisémitisme à l'antisémitisme a été l'instrument d'Israël et des classes dirigeantes occidentales pour attaquer les acteurs politiques qui prennent position en faveur de la Palestine. Cette assimilation est à la fois trompeuse et infamante. Le contexte historique permet d'expliquer la différence entre le judaïsme et le sionisme, et donc la différence entre l'antisémitisme et l'antisémitisme. Le judaïsme est une culture et une religion et le sionisme une idéologie. L'antisémitisme est un phénomène très ancien, qui repose sur la haine des juif-ves pour ce qu'ils sont. À l'inverse, l'antisémitisme est un phénomène récent et est d'abord le fait de juif-ves. Il ne s'attaque pas à une religion ou à une ethnie mais à une idéologie nationaliste et colonialiste¹¹. Ainsi, les Palestinien-nes qui se sont opposé-es à l'expulsion de leur terre ne sont pas des antisémites mais des

La propagande israélienne trouve dans l'instrumentalisation de l'antisémitisme le meilleur moyen pour disqualifier ceux qui dénoncent les conséquences criminelles de plus en plus visibles du sionisme.

anticolonialistes. De la même façon, celles et ceux qui les soutiennent.

La propagande israélienne trouve dans l'instrumentalisation de l'antisémitisme le meilleur moyen pour disqualifier ceux qui dénoncent les conséquences criminelles de plus en plus visibles du sionisme. Ainsi, il devient impossible de faire le lien entre l'idéologie d'Israël et les conséquences concrètes de cette idéologie. Toute personne qui critique Israël devient alors un antisémite ou un-e juif-ve qui se déteste. Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme permet de s'attaquer à la fois à la gauche anticolonialiste et aux musulman-nes présenté-es comme les acteurs d'un supposé « nouvel antisémitisme ».

Le «nouvel antisémitisme»

En France, l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme se base sur le concept de « nouvel antisémitisme » où l'antisémitisme ne reposerait plus sur les acteurs traditionnels de l'extrême droite, mais sur les islamistes et la gauche antisioniste. Ce discours produit une rhétorique raciste où la lutte contre l'antisémitisme n'a alors plus pour but la défense des juif-ves mais la stigmatisation des musulman-nes. Les juif-ves, associé-es à l'Occident via Israël, deviennent un moyen d'expliquer l'incompatibilité des musulman-nes avec la nation et de garantir ainsi sa pureté. Cette soit disant défense des juif-ves contre les autres minorités n'a pas pour effet de protéger les juif-ves mais de renforcer les clichés à leur rencontre. Elle renforce notamment le fantasme de la double allégeance en assignant à tous-tes les juif-ves un lien avec Israël, les mettant à part de la communauté nationale¹². Ce concept de « nouvel antisémitisme » a servi de base idéologique à la marche du 12 novembre 2023.

En France, le soutien du FN à Israël depuis 2011 a été central dans le processus de dédramatisation du parti de Marine Le Pen. Cette normalisation du principal parti d'extrême droite français s'est définitivement réalisée avec la marche du 12 novembre 2023. Cette marche a été initiée par les présidents du Sénat et de l'Assemblée, deux soutiens inconditionnels à la politique d'Israël. Dans leur tribune parue dans *le Figaro*, iels appellent à défilé contre l'antisémitisme et pour les valeurs de la République. Iels évoquent la laïcité, la libération des otages israélien-nes et la lutte contre l'islamisme mais jamais l'extrême droite, le racisme ou la situation à Gaza¹³.

Ce jour-là, Le Pen et Zemmour ont été acclamé-es et la gauche ayant acceptée cette farce a été huée, le résultat ne peut pas être le recul de l'antisémitisme. Malgré les dénégations de certain-es, il est évident que cette manifestation était une marque de soutien à Israël au moment même où un massacre se déchaîne sur Gaza et où en France les manifestations pour la Palestine sont interdites sur prétexte d'antisémitisme. Le seul effet concret de cette manifestation aura donc été d'intégrer le RN à un nouvel « arc républicain »,

préparant la future alliance entre la bourgeoisie et les mouvements fascistes¹⁴.

Cette alliance en gestation manifesterà ses effets un mois plus tard avec le vote commun du RN et de Renaissance de la loi asile immigration.

Sionisme et confusions à gauche

Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme qui rend suspect d'antisémitisme tout soutien à la Palestine n'est pas sans effet à gauche. L'accusation d'antisémitisme sert alors à intimider les militant-es à grand coup d'injonction morale. Apparaît alors ces situations absurdes d'inversion accusatoire où les soutiens au génocide en cours somme leur contradicteur de condamner la résistance palestinienne. Ces campagnes de dénigrement fonctionnent. Elles ont contraint le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn à démissionner au Royaume-Uni. Aujourd'hui, Jean Luc Mélenchon en est la principale cible malgré la position peu radicale de LFI soutenant la solution à deux États.

Ces attaques diffamatoires sont le fait de la droite et de l'extrême droite, mais aussi des sionistes « de gauche » plus ou moins assumés. Ainsi, face au pire drame subi par les Palestinien-nes depuis la Nakba, tout une partie de la gauche s'est perdue dans des débats sur l'antisémitisme à gauche. Il ne fait pourtant pas débat que l'antisémitisme est un phénomène structurel et peut donc être présent à gauche où il doit être combattu. L'objet de ces débats n'est pas de combattre l'antisémitisme à gauche mais de silencer toute position antisioniste.

Les sionistes de gauche les plus assumés, inspirés par les Antideutsche allemand, alimentent l'illusion que le mouvement sioniste est un mouvement de libération nationale. Ainsi, nier le droit à l'autodétermination du peuple juif est antisémite. L'antisionisme devient donc un antisémitisme. D'autres, sans être ouvertement sioniste, qualifient d'antisémites toutes actions du mouvement antisioniste. S'ils condamnent la politique du gouvernement Netanyahu et apportent un soutien abstrait au peuple palestinien, cela ne se concrétise jamais dans les faits. Ainsi, ne pas reconnaître le caractère terroriste des attaques du 7 octobre 2023 est assimilé à de l'antisémitisme. S'iels reconnaissent la Nakba, la reconnaissance et la condamnation de la colonisation ne concerne que la Cisjordanie. L'apartheid israélien n'est pas reconnue et la campagne BDS est considérée comme antisémite. S'iels condamnent les massacres à Gaza, iels ne reconnaissent pas leur caractère génocidaire. Iels refusent de participer aux manifestations pour le cessez-le-feu à cause des slogans perçus comme antisémites. « Palestine libre de la mer au jourdain » est notamment présenté comme la volonté d'expulser les israélien-nes de Palestine et non d'en finir avec l'apartheid et de créer un État binational.

On finit alors par se demander comment leur soutien au peuple Palestinien se traduit dans les faits quand tout modes d'actions, violents comme pacifistes, même les manifestations en France, ne sont pas considérés comme acceptable.

Pendant le génocide en cours, il faut donc constater que l'ensemble des actions de ces sionistes de « gauche » se sont réduites à s'attaquer aux soutiens de la Palestine. La mairie de Paris allant jusqu'à annuler une conférence pour la paix et contre l'antisémitisme de Judith Butler, militante juive antisioniste¹⁵.



Mobilisons-nous !

Aux États-Unis où se trouve la plus grande communauté juive hors Israël, de nombreux mouvements de juif-ves antisionistes nous montrent la voie du soutien au peuple Palestinien. Ils organisent des manifs, des actions de blocage et des occupations, comme au Capitole pour exiger le cessez-le-feu et l'arrêt du financement étatsunien à l'État d'Israël. Leurs mots d'ordre, comme « Pas à mon nom » et « plus jamais ça, c'est plus jamais pour tout le monde », montrent un mouvement très important de désolidarisation de l'entreprise coloniale sioniste. Cette idéologie néfaste instrumentalise la souffrance juive qui a eu lieu pendant des siècles et qui a laissé d'énormes traumatismes, pour justifier le massacre de tout un peuple. Tout cela au nom d'une supposée sécurité pour les juif-ves qui ne pourra jamais avoir lieu au détriment des Palestiniens.

En tant que militant-es antiracistes nous nous tenons du côté de tous-tes les opprimé-es. Dans le passé, les juif-ves ont été victimes d'un racisme extrêmement brutal qui a culminé avec la Shoah. Aujourd'hui, reste encore vivant tout un imaginaire antisémite dans la société. Cet imaginaire inspire encore des discours et des actes antisémites, allant jusqu'au meurtre. Nous devons aussi être aux côtés des personnes qui subissent ces violences. Cependant, la lutte contre l'oppression que subissent les Palestiniens ne peut pas être confondue avec de l'antisémitisme. L'État d'Israël est un État très puissant, soutenu par la plus grande puissance militaire du monde. Derrière ce soutien inconditionnel, d'énormes intérêts géopolitiques et économiques sont en jeu. Israël essaye à tout prix de se présenter comme victime lorsqu'il met en place une politique d'apartheid et de nettoyage ethnique envers le peuple palestinien. Nous ne devons pas accepter ce récit, ni nous paralyser devant des accusations d'antisémitisme lorsqu'on lutte contre cette puissance coloniale qui deshumanise et écrase les Palestiniens. Que les Israéliens puissent également se libérer de cet endoctrinement sioniste où les murs, les armes et la violence sont la seule possibilité. Nous voulons

L'ensemble des actions de ces sionistes de « gauche » se sont réduites à s'attaquer aux soutiens de la Palestine

la Palestine libre de la mer au Jourdain et la liberté pour toutes et tous !

DANI ET HUGO (TOULOUSE)

Une version longue de cet article est disponible sur le site internet :

<https://www.autonomieclasse.org/>

Notes :

- 1 – <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20231228-app-01-00-en.pdf>
- 2 – <https://fr.timesofisrael.com/2-millions-de-nazis-en-cisjordanie-dit-le-ministre-dextreme-droite-smotrich/>
- 3 – Hilberg, Raul. *La destruction des juifs d'Europe*. Translated by Marie-France de Paloméra, et al., vol. 1, Gallimard, 2006. 3 vols.
- 4 – Minczeles, Henri. *Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif*. L'Échappée, 2022.
- 5 – <https://fr.timesofisrael.com/une-nouvelle-biographie-inedite-depeint-un-herzl-determine-et-fragile/>
- 6 – <https://intercoll.net/>
- Les-nombreuses-questions-de-la-Declaration-Balfour
- 7 – Khalidi, Rashid. *The Hundred Years' War on Palestine : A History of Settler Colonialism and Resistance, 1917–2017*. Picador, 2021.
- 8 – Pappe, Ilan. *The Ethnic Cleansing of Palestine*. Oneworld Publications, 2007.
- 9 – <https://www.contretemps.eu/sionisme-antisemitisme-fascisme-extreme-droite-israel/>
- 10 – <https://orientxxi.info/magazine/les-yeux-doux-de-benjamin-netanyahu-a-l-extreme-droite-europeenne,2651>
- 11 – Pappe, Ilan. *Ten Myths About Israel*. Verso Books, 2017.
- 12 – <https://ujfp.org/en-reponse-aux-juif-mise-au-point-sur-notre-antiracisme-politique/>
- 13 – <https://www.politis.fr/articles/2023/11/marche-contre-lantisemitisme-qui-a-vraiment-lu-la-tribune-de-larcher-et-braun-pivet/>
- 14 – <https://orientxxi.info/magazine/antisemitisme-l-extreme-droite-blanchie-par-son-soutien-a-israel,6952>
- 15 – <https://www.mediapart.fr/journal/france/051223/conference-sur-l-antisemitisme-annulee-par-la-mairie-de-paris-regrettable-voire-une-farce-selon-judith-but>



COMITÉ PALESTINE **CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ FACE À UNE RÉPRESSION SANS PRÉCÉDENT**

Face au génocide en cours à Gaza, des collectifs de solidarité avec le peuple palestinien se sont constitués un peu partout sur le territoire, dans un contexte de répression tant physique (interdiction de manifestations, arrestation...) qu'idéologique (accusation d'antisémitisme) hallucinant. Nous vous proposons un tour d'horizon des comités Palestine dans lesquels interviennent des camarades d'A2C.

Une première phase du mouvement : de Marseille à Paris, manifester sa solidarité malgré les interdictions

En France, toute solidarité envers le peuple palestinien et sa lutte a été violemment réprimée. Les rassemblements ont été interdits, les manifestant-es ont été placés-es en garde-à-vue ou verbalisés-es. Un port de drapeau palestinien ou d'un keffieh justifiait un contrôle d'identité et une verbalisation. Le niveau de répression a entraîné une peur généralisée mais à Paris, notamment, la détermination des personnes à exprimer l'horreur que leur inspire le génocide en cours a permis que la solidarité avec Gaza s'exprime place de la République ou autour de Châtelet au mois d'octobre.

Cette détermination a poussé le tribunal administratif à finalement autoriser le rassemblement du jeudi 19 octobre au moment où des manifestant-es commençaient à se rassembler malgré l'interdiction de la préfecture. Cette victoire à Paris a entraîné un changement dans le rapport de forces national, et la confiance des personnes à prendre la rue s'est démultipliée.

À Marseille, un groupe de jeunes et moins jeunes a initié les premières manifestations pour la Palestine et a continué à s'organiser malgré les intimidations. La CGT 13 a annoncé une mobilisation le 22 octobre, distincte du rassemblement organisé par le groupe. Malgré un important dispositif policier le jour du rassemblement, nous avons réussi à nous regrouper. Une personne a été contrôlée à cause de son keffieh et une autre à cause d'un drapeau palestinien. La tension montait. Un groupe de femmes a pris l'initiative d'assumer le rassemblement et a crié « Libérez Gaza », le galvanisant. Nous avons réalisé alors que nous étions plus nombreux-ses que prévu, et avons commencé à manifester, avec des milliers de personnes clamant des slogans. Les manifestant-es étaient principalement des personnes en dehors des milieux militants traditionnels. Le groupe à l'initiative de ce premier rassemblement massif après des semaines de répression a ensuite constitué le noyau du collectif Urgence Palestine Marseille.

À Montreuil, après le 7 octobre, malgré des appels publics à se réunir, nous étions peu à nous regrouper pour soutenir sans condition la résistance

La détermination des personnes à exprimer l'horreur que leur inspire le génocide en cours a permis que la solidarité avec Gaza s'exprime place de la République ou autour de Châtelet

palestinienne. Mais malgré les interdictions et leurs conséquences sur les organisations de gauche, nous avons constaté une réelle audience au sein de notre classe : les collages ou les diffusions des appels à manifester donnaient lieu à un réel enthousiasme auprès des classes populaires de Montreuil.

Sur les facts : des mobilisations dans un contexte de terreur idéologique

Le comité pour la Palestine Condorcet - École des hautes études de sciences sociales à Paris est né après que le syndicat Solidaires de l'école a publié un communiqué de soutien à la résistance palestinienne le 8 octobre. Ce communiqué a donné lieu à de vifs échanges entre les enseignant-es chercheur-es, la majorité condamnant à la fois le communiqué et la chercheuse l'ayant relayé sur la liste mail, jusqu'à remettre en cause la scientificité de son travail universitaire et pousser dans le sens d'une convocation devant la commission disciplinaire de son laboratoire. Le syndicat Solidaires quant à lui s'est retrouvé attaqué et isolé. L'intersyndicale de l'école se fait aujourd'hui sans Solidaires EHESS, les autres syndicats ayant rompu les liens.

Le comité s'est structuré en trois groupes de travail : communication, événements et actions. Le groupe Événements a organisé des projections de films et des débats sur la Palestine à l'EHESS. Le groupe Actions a mené diverses initiatives, comme un lâcher de banderoles, des rassemblements avec des fumigènes, des boycotts, l'envahissement de séminaires et la création d'un journal du comité.

Le comité a fonctionné grâce à un noyau dur de membres déjà militant-es, avec un turn over important. Et des difficultés à fédérer. La majorité des échanges lors des assemblées générales concernaient les actions à mener, l'organisation interne du collectif



et la répartition des tâches. Lors d'une assemblée générale, des membres du Collectif de Sans-Papiers d'Aubervilliers ont souligné la nécessité de faire un lien avec la lutte contre la loi Darmanin. Cette proposition a été soutenue par vote, mais en pratique, à part la formation d'un cortège le 18 novembre, il y avait des réticences, principalement dues à la peur d'un éparpillement qui affaiblirait le comité.

Le 7 octobre a eu de l'écho au sein des étudiant-es de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Cet établissement public parisien d'enseignement de langues et civilisations a un rapport double à la colonisation. Le passé de l'Institut en est imprégné : l'administration coloniale a longtemps recruté parmi ses étudiant-es. Et aujourd'hui, parmi ses 8 000 élèves, beaucoup sont issu-es de peuples colonisés.

Des appels à rejoindre les premiers rassemblements parisiens du jeudi soir ont circulé assez rapidement dans l'Inalco, fait réjouissant pour une fac peu connue

Malgré les interdictions et leurs conséquences sur les organisations de gauche, nous avons constaté une réelle audience au sein de notre classe

pour ses mobilisations et dans laquelle il n'existe aucune organisation syndicale étudiante. La présidence de l'Inalco a rapidement rappelé à l'ordre des étudiant-es, menaçant de « lourdes sanctions » en cas d'apologie du terrorisme et d'incitation à la haine/violence. En appelant à « la retenue et la vigilance », elle s'est imaginée faire preuve de diplomatie ; elle a en réalité brillé par son soutien à l'ordre établi et donc au sionisme. L'absence totale de « retenue » lors de l'invasion russe en Ukraine consolide cette opinion tandis que les partenariats avec des universités israéliennes la confirment définitivement. Malgré cela, des étudiant-es ont commencé à s'organiser. Au début du mois de novembre, à l'appel d'Urgence Palestine (UP), une « AG des jeunes » animée par des étudiant-es palestinien·nes rassemble 350 étudiant-es d'une douzaine de facs et lycées. Cette initiative, accompagnée d'un mot d'ordre : généraliser la création de comités locaux en universités, s'est faite entendre. Dans la semaine du 13 novembre, un groupe WhatsApp est créé, « Comité Palestine Inalco », dont le nombre de membres croît de jour en jour.

Les positions exprimées sur ce groupe témoignent de l'envie d'action et du besoin de se rencontrer pour s'organiser. Les premières réunions, dans la semaine du 20, ont malheureusement eu une faible portée. De par l'envie d'agir (une journée d'action interfacs a d'ailleurs été prévue le 29 novembre) mais la peur de la répression, le besoin de mobiliser plus de monde s'est imposé. Le premier objectif a donc été d'organiser une grande « AG pour la création d'un comité de soutien » la semaine suivante, qui a eu vocation de réunir un maximum d'étudiant-es pour concrétiser la création du comité. Pour ce faire, une page instagram est créée, 1 000 tracts sont imprimés et distribués en fin de semaine. Si ces initiatives sont portées par une minorité de personnes militantes, les autres étudiant-es se les approprient immédiatement. Ainsi, des sessions de tractages (première action





Une partie de la population accueillie de façon très favorable nos apparitions, mais ne nous rejoint pas pour autant

« militante » pour beaucoup) sont organisées, parfois à l'improviste, et sont un prétexte à la rencontre et à la discussion. Le tract est par ailleurs très bien reçu par la majorité de la communauté étudiante et même par des professeur-es.

Inscrire la solidarité dans le temps

À Rennes, le pic de participation aux rassemblements et aux manifestations a été atteint à la mi-novembre avec +/- 2 000 personnes en manif et plus de 200 lors des rassemblements. Le samedi 16 décembre, nous étions entre 800 et 1 000 personnes ; aux derniers rassemblements, entre 40 et 50.

Progressivement, le mouvement s'est essouffé par lassitude d'un constant recommencement. La situation en Palestine s'étant installée dans le temps, une partie des participant-es se sont détourné-es des événements malgré beaucoup de tractage. En AG, il a été décidé d'organiser des rassemblements et des départs de manif dans les quartiers populaires, mais la préfecture refuse les demandes d'autorisation. La majorité de l'AG a préféré renoncer pour des raisons de sécurité.

Des événements sont régulièrement organisés. La plupart des formations et discussions sont généralistes mais correspondent bien au niveau des personnes présentes (surtout des étudiant-es, militant-es et personnes se sentant concernées par la tragédie actuelle en Palestine). Elles permettent de comprendre ce qu'est le sionisme et les enjeux impérialistes.

Sur Montreuil, une fois les manifestations autorisées, et l'épuration ethnique effective au sein de la bande de Gaza, les premiers efforts lors du début du mouvement ont permis fin octobre - début novembre de faire des assemblées publiques à plus de 50 personnes. Nous retrouvions des collectifs comme l'Assemblée féministe, des cantines Gilets jaunes,

la Cantine syrienne, des camarades de mouvements internationaliste ou transnationaux, des syndicalistes de la CGT ou de Solidaires mais aussi des camarades pour lesquels c'était une première expérience de construction de mobilisation au niveau local.

Nous sommes de moins en moins nombreux-ses. Cependant, en l'espace de deux mois, nous avons pu organiser 9 départs collectifs aux manifs sur Paris, une déambulation, une réunion publique, une présence lors d'une Kermesse Antifasciste au niveau local, un réveillon de Noël et 3 actions Boycott Carrefour en lien avec la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). Beaucoup de ces initiatives ont été appelées publiquement par des collages. En tout, plus de 2 000 affiches ont été collées.

C'est d'abord par le biais de ces collages que s'est posé concrètement le lien avec la mobilisation antiraciste contre la loi Darmanin. Nous avons en plus collé quelque 1 600 affiches pour appeler à la mobilisation du 18 décembre. Ces collages étaient coordonnés avec ceux pour la Palestine. Ils sont le fruit de discussions au sein d'UP et du Collectif des sans-papiers de Montreuil (CSPM), qui ont permis une rencontre entre les deux collectifs.

Dans le 20^e arrondissement de Paris, le collectif Urgence Palestine 20^e s'est lancé assez tardivement avec une première réunion le 22 novembre à l'initiative du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) 20^e, en réponse à l'appel d'UP.

Depuis, il y a une réunion chaque semaine, avec une vingtaine de personnes. Plutôt des personnes militantes pour l'instant, de divers horizons (militant-es d'orgas politiques — NPA, Révolution Permanente, A2C), de collectifs de solidarité avec la Palestine (BDS, Association France Palestine solidarité, Union juive française pour la paix), de 20^e Solidaire (collectif antiraciste, de solidarité avec les migrant-es), et de personnes rencontrées dans les AG interpros du 20^e lors de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Beaucoup de discussions ont émergé, pas forcément toutes réglées à ce stade : notamment sur les liens avec UP, mais également sur le rôle de notre collectif et de ses actions, avec un débat sous-jacent à propos de la responsabilité française sur la situation : selon l'importance accordée à

l'impérialisme, la cible serait soit Israël (action de boycott), soit l'État français. La question du lien avec la loi Darmanin a été posée et elle n'a pas soulevé d'opposition.

Plusieurs actions ont été menées, comme des départs communs aux manifs (ratés, on était très peu), deux déambulations dans des quartiers du 20^e (coller, tracter, rentrer chez les commerçant-es pour discuter, en étant un nombre significatif afin de donner de la visibilité au fait qu'il existe un collectif dans le quartier) avec un résultat très positif et un très bon accueil, une réunion publique (bilan assez positif, on était une cinquantaine et les discussions étaient assez constructives, 12 personnes ont laissé leurs coordonnées) et enfin des actions BDS, parfois en lien avec le collectif de Montreuil, bilan mitigé en termes de participation. Tout ceci a donné lieu à des diffusions de tracts aux sorties de métro ou sur des marchés.

On a pu constater que les réactions sont à l'image des manifs parisiennes : une partie de la population accueille de façon très favorable nos apparitions, mais ne nous rejoint pas pour autant (les personnes racisées des quartiers populaires), le noyau militant est plutôt présent (même si on n'est pas toujours d'accord sur les analyses), et le reste de la population est indifférente voire parfois hostile (pro-Israël). La clé est donc à la fois de fournir des arguments pour casser la solidarité d'une partie de la population à la politique de l'État français qui soutient Israël, et de s'organiser avec les personnes qui sont déjà solidaires avec les Palestinien-nés.

Renforcer l'auto-organisation

Malgré la dynamique nationale de solidarité au peuple palestinien, les capacités d'auto-organisation ont été maigres.

Par exemple à l'Inalco, pendant la semaine de préparation de la « grande AG », deux stratégies de mobilisation se sont affrontées au sein de la minorité militante qui portait la plupart des initiatives. Elles s'expliquent par deux conceptions radicalement différentes de l'organisation et du rôle du comité, qui se sont traduites par des priorités et des tactiques différentes.

À A2C, notre conception de l'organisation est qu'elle doit favoriser le mouvement. Une assemblée qui réunit toutes les forces militantes d'un lieu ou d'une lutte est le meilleur moyen de communiquer, de transmettre l'expérience des un-es et des autres, de débattre pour se convaincre de la direction à suivre pour gagner. Nous apprécions les dynamiques de création de comités locaux et de leur fédération dans le sens qu'elles peuvent renforcer les militant-es par le sentiment encourageant de s'inscrire dans un mouvement plus large et qu'elles sont une base à l'organisation d'actions communes. Cette conception suppose que le mouvement est la base vitale de l'organisation et que cette dernière, ayant vocation à l'aiguiller mais non à le diriger, ne peut s'en dissocier. Pas d'organisation sans mouvement. Notre intervention est allée dans le sens de cette conception : persuadé-es que c'est la lutte elle-même qui permettra le développement d'un comité. Nous voulions construire le comité par le bas, et le rassemblement de 60 étudiant-es en AG après trois jours de diffusions et de discussions à la base légitime cette stratégie.

La question palestinienne a toujours été particulièrement clivante jusqu'au au sein de la gauche

La deuxième conception de l'organisation est celle de bureaucrates : l'objectif de « s'organiser » est de renforcer une « inter-orga ». Dans les faits cela s'est traduit par un focus sur la technique (coller des stickers et faire un compte insta) et un rejet des débats politiques. Se mobiliser contre le génocide, mais sans relayer d'idéologies notamment anti-impérialiste, ne surtout pas apparaître « pro-Hamas ». Iels ont imposé leur non-ligne politique, négligeant le rôle des étudiant-es. Ce déni s'est manifesté par des pratiques autoritaires, comme l'expulsion de groupes de discussion. Avec une grosse majorité d'étudiant-es très peu militant-es, pour qui cette expérience était sans doute la première, ces comportements n'ont pas du tout aidé à construire un mouvement de lutte.

Cela nous amène à notre conclusion : iels ont tué le comité dans l'œuf, et aujourd'hui c'est juste un groupe whatsApp dirigé par une personne qui diffuse des informations sans réelles actions ni positionnement. C'est dommage car cela aurait également pu donner une impulsion pour d'autres mobilisations à l'Inalco.

Mener les débats, politiser la paix

La question palestinienne a toujours été particulièrement clivante jusqu'au au sein de la gauche, venant distinguer la gauche qui pousse son antiracisme jusqu'au décolonialisme de celle qui se contente d'un antiracisme de surface.

Le distance entre Urgence Palestine et les comités des facs a produit des mots d'ordre différents au sein des comités, celui de l'EHESS a fait le choix de suivre ceux d'UP lors de la première AG mais tous les comités n'ont pas fait ce choix, notamment ceux menés par Révolution Permanente (RP) pour qui le seul mot d'ordre « cessez-le-feu » revenait à un simple appel au calme et donc à un statu quo qui n'aurait pour autre finalité qu'un maintien de la colonisation. À l'inverse, l'argumentaire des comités axés sur le mot d'ordre « cessez-le-feu » se basait sur le fait que c'était la demande même de la résistance palestinienne et que le non appel au cessez-le-feu ne pouvait s'assurer d'être conséquent politiquement que par une prise des armes, or le conflit se déroule hors de nos frontières.

À Marseille, le refus pour certain-es de se limiter à l'appel à un cessez-le-feu était lié à l'envie de l'articuler à un discours sur les possibilités de la paix, qui ne peut advenir sans l'arrêt de la colonisation. Il semblait aussi nécessaire de dénoncer la solution à deux États que défend LFI, entre autres. Aussi, avec Urgence Palestine, soutenir un mouvement de libération nationale depuis un pays participant au génocide nous paraissait impossible sans dénoncer la complicité de la France vis-à-vis de l'État colonial d'Israël.

Palestine Vivra Palestine Vaincra, pas comme (la loi) Darmanin.

COORDONNÉ PAR ANOUCK BRUNET (MARSEILLE) ET OMBELINE CORNETTE (PARIS) À PARTIR DES RETOURS DES MILITANT-ES D'A2C ET DE LEURS CAMARADES DE LUTTE



DEBOUT CHÔMEUR -EUSES !



*Le travail : ce passe-temps salubre, jamais pénible¹ ET MÊME : émancipateur².
Qu'est-ce que les chômeur·euses n'ont pas compris ? Pourquoi un tel manque
de volonté ? « Ceux qui ne sont rien »³ ne veulent plus se lever le matin ? Il serait
quand même bien temps d'arrêter de se plaindre, il ne suffit que de « traverser
la rue »⁴, alors bon, quoi : debout les chômeur·euses !*

Même à gauche⁵, on peine à éviter l'écueil du discours sur la valeur travail. On en vient dès lors à défendre l'idée que la situation de chacun·e ne relèverait que d'une volonté individuelle. Que si certain·es sont mis·es de côté et jeté·es dans une précarité (voire une pauvreté) toujours plus exacerbée, cela ne dépendrait donc pas de choix de société mais simplement d'un manque d'entrain de ces dernier·es pour trouver leur place en société. Puisque tout se mérite, on justifie ainsi toutes les inégalités que la société capitaliste, raciste, cis-hétéro-sexiste et validiste peut bien perpétuer. Étonnamment, c'est toujours aux mêmes que cela profite, et jamais, à notre classe.

France Travail : la pleine contrainte plutôt que le « plein-emploi »

Le 18 décembre⁶, alors que nous étions dans la rue, et que se jouait la plus immonde des lois récentes sur l'immigration, la « loi plein emploi »⁷ était promulguée. Cette loi « plein emploi », avec sa pierre angulaire « France Travail », s'inscrit dans une même dynamique que le reste des politiques macroniennes : celle de casser méthodiquement nos droits et d'élargir constamment les marges offertes au capitalisme pour mieux tirer profit du travail. Une fois de plus, entre le nom et le projet lui-même, l'utilisation orwellienne du langage par le gouvernement n'est plus à démontrer. Entre autres réjouissances, les allocataires du RSA pourront voir le peu d'aides qu'ils perçoivent être suspendus, s'ils ne justifient pas de leurs « 15 h d'activités » par semaine, dans le but de mieux les « remobiliser ». Les bénéficiaires de l'assurance chômage sont quant à elleux mis·es à disposition des employeurs grâce à des contraintes dernier cri, sous peine de sanctions.

Il faut comprendre cette armée de réserve industrielle comme le produit de la dynamique d'accumulation du capital, et non pas comme une question de démographie

Cette loi plein emploi⁸ s'inscrit dans un florilège de contre-réformes, comme la réforme des retraites, celle de l'assurance chômage (impactant notamment les conditions d'ouverture de droits), la réforme des lycées professionnels, et de nouveaux moyens pour le contrat d'engagement jeune (CEJ). Un lien avec le ministère des Solidarités a également permis de maintenir le système des ESAT⁹ et le pouvoir offert aux associations gestionnaires. Ces dynamiques dressent un état de la nécessité pour la classe capitaliste de toujours plus nous exploiter et du manque de réponse à la hauteur de la part de notre classe.

L'attaque se fait contre toutes les solidarités et contre tout ce que l'on pourrait rapprocher de l'État social. Des précaires aux administrations de protection sociale, c'est la destruction de tout un modèle conquis de haute lutte qui est en jeu, l'ère macronienne rend les choses d'autant plus palpables qu'elles se font à une vitesse accélérée alors même que les attaques sont menées depuis plus de 30 ans par les différents gouvernements successifs.

L'armée de réserve de travailleur·euses

Dans les années 1980 a été inventée la figure moderne des chômeur·euses, essentialisé·es, flemmard·es et responsables de leur précarité. Cette culpabilité des chômeur·euses a été savamment construite pour faire oublier que le chômage est intrinsèque au capitalisme et même, lui est utile.

Marx l'a théorisé à travers le concept d'« armée de réserve » de travailleur·euses, qui « appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible. »¹⁰ Il faut comprendre cette armée de réserve industrielle comme le produit de la dynamique d'accumulation du capital, et non pas comme une question de démographie. Il faut d'autant plus le préciser que c'est un contre-sens employé par les nationalistes de tous bords pour insuffler la corrélation entre immigration et chômage, et justifier des politiques migratoires mortifères.

À l'époque de Marx, les patrons avaient un pouvoir illimité sur les travailleur·euses, ils pouvaient licencier à leur guise, sans indemnités. Cette armée de chômeur·euses était alors contrainte d'accepter le travail imposé dans n'importe quelles conditions. La loi Le Chapelier de 1791 avait même piétiné la liberté d'association et avait interdit les systèmes de mutuelles entre travailleur·euses : « En cas de chômage, point d'entraide, point de secours ».

La politique de Macron tend vers ce retour en arrière effrayant. Les droits de tous·tes les travailleur·euses sont remis en cause, dans le travail et en matière de protection sociale, donc ceux des chômeur·euses aussi. Plus ces dernier·es sont sous pression, plus iels seront contraint·es d'accepter des conditions de travail désastreuses. C'est l'outil par excellence pour mettre en concurrence notre classe avec elle-même, il est donc dans l'intérêt de tous·tes les travailleur·euses de soutenir les luttes des chômeur·euses, mais aussi de celles des travailleur·euses sans-papiers.

La loi Darmanin comme porteuse d'un projet raciste et anti-social

Dans la logique initiée par les différents gouvernements dès le début de la mise en place de certains conquits sociaux (droit du travail, 35 heures, assurance chômage, sécurité sociale, services publics), la trêve de la lutte des classes n'a jamais eu lieu.

La loi Darmanin sonne comme un ultime point d'étape qui vient définir sur des bases profondément racistes, une réglementation à part entière pour une main-d'œuvre jetable et corvéable à merci.

L'utilisation de l'expression capitaliste des soi-disant métiers en tension, vient surtout, ré-affirmer que le patronat n'est pas prêt à lâcher un sou, que nos gouvernements sont prêts à piétiner nos droits et qu'il faudrait toujours plus se soustraire à ce que l'on nous propose avec l'illusion du choix possible

La perte des droits pour une partie de notre classe sera toujours une perte pour nous tous·tes

quand le prix de nos vies est réduit à néant si l'on ose refuser l'accentuation des rapports d'exploitation. La perte des droits pour une partie de notre classe sera toujours une perte pour nous tous·tes. Nos vies n'ont pas à être soumises aux diktats de l'emploi et nous refusons les distinctions racistes faites par le gouvernement pour nous mettre en concurrence. Il s'agit alors, de ne pas être dupes, de prendre la mesure de l'attaque et d'unir nos forces pour refuser autant ce projet de loi que les autres qui visent à contraindre sans jamais offrir de contreparties (contrairement à l'idée de base du droit du travail) aux travailleur·euses dans leur ensemble, c'est à dire : notre classe.¹¹

Faut-il défendre le salariat ?

Modèle aujourd'hui dominant en France, le salariat constitue une emprise en soi, où s'instaure pour les prolétaires une sorte de « mariage forcé » avec l'emploi pour subvenir à leurs besoins¹². Les luttes dont le droit du travail, comme doctrine, comme jurisprudence et comme ensemble de textes réunis dans le Code du travail fait l'objet, peuvent être grosso modo catégorisées comme celles opposant quatre courants idéologiques, qui s'opposent relativement sur les rapports à la propriété et à la lutte des classes : révolutionnaire, libéral, du bien commun, et réformiste :

« Schématiquement [quatre doctrines peuvent être] repérées : révolutionnaire, libéral[e], du Bien commun, réformiste (...). Chacune de ces doctrines porte une conception propre des rapports entre les travailleurs et les détenteurs de capitaux, autrement dit des rapports capital/travail. Dans les théories révolutionnaires, il convient d'éliminer la distinction par une disparition de la détention privée de capitaux. À l'inverse dans les théories libérales, il faut privilégier ou créer des dispositifs améliorant cette détention privée. Les doctrines du Bien commun conçoivent, quant à elles, le rapport de travail comme un rapport de coopération, où les intérêts des travailleurs et des détenteurs de capitaux se rejoignent. Dans les théories réformistes, les intérêts entre les travailleurs et les détenteurs de capitaux demeurent antagonistes, mais des compromis peuvent et doivent être trouvés. »¹³

Penser la conception des rapports de travail et les doctrines afférentes, peut alors potentiellement nous permettre de penser différentes temporalités de luttes. Si l'ambition révolutionnaire nous porte, les luttes et les perspectives réformistes ne peuvent pas totalement être mises de côté.

Nos faux amis en dehors du salariat

Le Code du travail joue sur une balance entre « protection » et « subordination », il garantit en droit des aménagements de l'exploitation. Le modèle salarial a cette particularité d'offrir certaines compensations aux travailleurs et travailleuses (même si elles se font de plus en plus



Le Code du travail joue sur une balance entre « protection » et « subordination », il garantit en droit des aménagements de l'exploitation

rare) et en même temps de perpétuer le système capitaliste qui joue un rôle (non négligeable) dans les oppressions systémiques qu'elles soient racistes, cis-hétéro-sexistes ou validistes (notamment). Il s'agit donc d'un modèle qui ne peut répondre aux aspirations révolutionnaires puisqu'il s'appuie et perpétue une conception classiste de la société.

Néanmoins, les rapports d'exploitations n'existent pas uniquement dans le modèle salarial et ont même tendance à se développer et s'accroître en dehors de celui-ci. Le phénomène de l'ubérisation, par exemple, constitue dans la dynamique néolibérale un moyen de faire toujours plus pression sur les salaires et sur nos droits. Nous restons donc subordonnés à la logique capitaliste qu'une certaine classe tient à défendre coûte que coûte. Parallèlement, c'est bien la reconnaissance de la subordination qui permet à certain-es travailleur-euses de gagner des droits, puisque faire reconnaître la subordination peut permettre de faire reconnaître un cadre salarial non déclaré. Malheureusement, en France, ces démarches relèvent souvent de procédures individuelles aux prud'hommes et nous n'avons pas encore vu la remise en cause de toute une structure qui joue sur la tangente pour éviter d'appartenir au modèle salarial.¹⁴

Criminaliser la précarité préalablement organisée

Les attaques contre les précaires sont arrivées de tous les côtés. Qu'il s'agisse de la loi Kasbarian (dite antisquat), de la loi Darmanin ou de la loi sur l'assurance chômage, une même dynamique de criminalisation des plus précaires est à l'œuvre.

Les régimes de contraintes autant que les dynamiques qui tendent à isoler les salarié-es les un-es des autres rendent plus difficile la construction de luttes communes. Les syndicats arrivent peu à prendre en compte les plus précaires, qu'ils s'agissent des auto-entrepreneur-euses en réalité soumis à la subordination, des salarié-es de petites entreprises, ou des précaires et des chômeur-euses — d'une part du fait des évolutions du syndicalisme, de l'autre, de la fragmentation de l'emploi et des passages plus fréquents d'un secteur professionnel à un autre. En effet, les structures syndicales s'appuient beaucoup sur les fractions les plus stables de la classe ouvrière (en CDI ou fonctionnaire par exemple). Cela donne plus de poids et de visibilité aux stratégies qui s'appuient sur ces fractions de notre classe, qui bien que majoritaire laisse de côté une bonne part de la population.

Aujourd'hui, on assiste à un salariat (avec ou sans emploi) de plus en plus morcelé et précarisé. Selon, l'Insee (étude de 2018), même si de très grandes entreprises existent encore, elles n'emploient que 29 % de salarié-es en équivalent temps plein. À l'opposé, 18 % des salarié-es font partie de micro-entreprises, 25 % sont dans des entreprises considérées de taille intermédiaire et 28 % dans des petites et moyennes entreprises (PME)¹⁵.

Si la question qui nous intéresse ici, est celle de la lutte et de l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses, il nous semblait important d'avoir un aperçu de ce que constitue réellement le monde des « actif-ves » aujourd'hui. Nous avons assisté à un changement assez important dudit « monde de l'emploi ». Si il existe de nombreuses luttes locales, souvent invisibles, la difficulté est celle de les unifier, et de les articuler aux luttes hors de l'emploi salarié du fait d'une mise en concurrence toujours plus intense.

Que faire du travail ?

Ainsi dans ce marasme ambiant, l'emploi semble être couramment admis comme synonyme de travail. Nombreuses sont les organisations de gauches, politiques et/ou syndicales qui sous prétexte de défendre le travail vont mettre en avant la défense de l'emploi alors même que celui-ci est structurellement en faveur du capital. S'il y a un intérêt certain à miser sur les possibilités d'instaurer un rapport de forces via les travailleur-euses, nos luttes, nos grèves et tout ce qui s'y affère, c'est avant tout un choix tactique qu'il ne faut pas confondre avec l'idéologie travailliste prônée par nos gouvernements (et certains pans de la gauche).

Mais si nous refusons de nous soumettre aux emplois nuisibles ou avec comme seule finalité de générer du profit pour les capitalistes, cela nous oblige aussi à repenser les activités collectivement jugées nécessaires et leurs organisations. Qu'il s'agisse alors du travail du *care*, du travail reproductif, du travail productif et tout ce qui permettrait à une société de tenir en respectant les humain-es autant que l'environnement et ses ressources : comment se dispatcher tout ça, s'organiser au mieux pour regagner du temps sur nos vies et dans nos vies ?

La défense de l'assurance chômage comme point d'étape

On regrette alors qu'on n'entende pas plus de la part de la gauche, des revendications autour de l'assurance chômage et de réflexions autour de son organisation. Si le projet de base était constitué autour d'une sécurité sociale, même ceux qui aiment parler du « déjà là » révolutionnaire semblent oublier ce qu'est l'assurance chômage ou ce qu'elle était/avait vocation à être.

Les luttes des chômeur-euses ont élaboré des pratiques bien spécifiques, qui ont réussi à influencer sur de nombreux autres pans et moyens de mobilisations. Des occupations des Assedic aux mairies en passant par les autoréductions ou la revendication des transports gratuits, l'articulation entre le local et le national¹⁶ était un élément déterminant pour le pic des luttes de chômeur-euses à la fin des années 1990. Il y a donc bien dans les mouvements de chômeur-euses une combativité spécifique qui est un apport non négligeable aux luttes y compris dans le monde dudit « travail ». Celles-ci peuvent aussi permettre de se regrouper sur des dimensions plus locales et plus en lien avec les lieux d'habitations. Elles peuvent alors permettre de réunir des personnes en lutte sur d'autres modalités que celles corporatistes. On peut donc y voir un intérêt bien spécifique, qui aujourd'hui mériterait d'être plus investi.



On regrette alors qu'on entende pas plus de la part de la gauche, des revendications autour de l'assurance chômage et de réflexions autour de son organisation

Il paraît difficile de défendre aujourd'hui le plein emploi ou l'emploi, sans avoir pu définir ce qu'était le travail. Tous les emplois ne sont pas défendables au nom du sacro-saint droit au travail, la crise climatique ne cesse de nous le rappeler et notre mode productivisme dépend encore de rapports néocoloniaux. Peut-être est-il temps de se poser et de réfléchir ensemble à ce que l'on désire, à ce dont nous avons besoin. Notre hypothèse ici, est qu'une assurance chômage sûre et pour tous et toutes sans condition, pourrait constituer un point d'étape non négligeable dans la réflexion de nos rapports tant au travail qu'au capital. Une assurance chômage comme branche de la sécurité sociale, permettrait peut-être de dépressuriser les plus précaires et de garantir des moyens de subsistance en dehors de l'emploi. Il s'agirait alors seulement d'une étape, d'une bataille réformatrice au cœur du régime salarial mais peut-être avec l'opportunité d'ouvrir de nouveaux potentiels à la lutte. Sinon, si la révolution arrive avant, et arrive vite, ça nous va aussi.

CÉLIANE (MONTREUIL) ET NEYLAN (MARSEILLE)

*Avec la précieuse aide de: Tisha (Montreuil) et un-e lecteur-riche extérieur-e

1 – Le 3 octobre 2020, lors d'une consultation au sujet des retraites, Macron osait dire: «*Moi je n'adore pas le mot de "pénibilité", parce que ça donne le sentiment que le travail c'est pénible.*» Pourtant, selon un rapport Eurostat, la France a le pire taux d'accidents au travail en Europe. En 2021, il y a eu plus de 600 000 accidents du travail déclarés et près de 700 morts, ce qui laisse présager un nombre d'accidents et de décès réel bien plus élevé. Parallèlement, les critères de pénibilités ont été revus à la baisse, alors qu'évidemment le nombre d'accidents et de maladies liés au travail ne baisse pas.

2 – «*C'est pourquoi la lutte contre le chômage et le combat pour l'émancipation par le travail et au travail doivent aller de pair et constituer la priorité de notre engagement.*» Extrait du programme d'Emmanuel Macron lors des élections de 2022.

3 – «*Les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien*», discours prononcé par Emmanuel Macron le 29 juin 2017, lors de l'inauguration du campus de start-up Station F à Paris.

4 – En référence à la phrase prononcée par Emmanuel Macron, le 15 septembre 2018: «*Je traverse la rue et je vous trouve un travail*», alors qu'il avait été interpellé par un jeune chômeur qui ne retrouvait pas d'emploi.

5 – Si Macron joue de tout un discours autour du travail émancipateur, on ne s'en étonne pas, par contre on regrette que celui-ci soit parfois repris par des pans de la gauche sans trop de nuances ou de réflexions (qu'il s'agisse du PCF ou de Ruffin, par exemple, on peine encore souvent à sortir des illusions portées par la méritocratie).

6 – <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites>

7 – <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/alt/DLR5L16N48163>

8 – Quelques sites des mouvements de chômeur-euses AC!: <http://www.ac-chomage.org/> APEIS: <https://apeis-chomeurs.org/> MNCP: <https://www.mncp.fr/> CNTPEP CGT: <https://chomeurs-precaires-cgt.fr/>

9 – «*Les personnes handicapées qui travaillent en ESAT se retrouvent, de fait, placées sous un régime d'infériorité et d'exceptionnalité, soustraites au droit du travail, privées du statut social et légal de travailleur, ne peuvent ni se pourvoir aux prudhommes, ni cotiser à l'assurance chômage, ni prétendre aux indemnités de départ à la retraite et de licenciement et sont privées du salaire minimum garanti par le SMIC.*» De même, les travailleur-euses en ESAP sont également privés des droits syndicaux, de la liberté d'association et du droit de grève. Lili Guigueno, dans: «*Le travail ségrégué des personnes handicapées: la dénégation du droit international par la France à travers le modèle des ESAT*» sur contretemps.eu

10 – Marx, Karl (1973 [1867]). *Le Capital*, Livre premier, Tome III. Éditions Sociales.

11 – *Idem*

12 – Les données publiées par l'Observatoire des inégalités permettent de rendre compte de la difficulté d'une grosse partie de la population à subvenir à ses besoins par l'emploi: <https://www.inegalites.fr/Combien-touchent-reellement-les-salaires-en-France>

13 – *Droit du travail* (édition 2022) (15^e édition), Elsa Peskine, Cyril Wolmark, Dalloz Hypercours 23 Juin 2021

14 – <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/03/uber-false-choice-between-workers-rights-and-flexibility/>

15 – Voir l'étude de l'Insee: *Les entreprises en France*, édition 2020 avec des données jusqu'en 2018.

16 – «*L'histoire et la formation des luttes de chômeurs obéissent à des logiques organisationnelles qui débordent la seule activation des organisations nationales les plus renseignées.*» *Quand des chômeurs se mobilisent*, Valérie Cohen, Xavier Dunezat: <https://books.openedition.org/pur/145657?lang=fr>

ON INSISTE : LA LIBERTÉ MAINTENANT !¹ – PARTIE 2

À partir de «Free jazz/Black power» de Philippe Carles et Jean-Louis Comolli

Publié pour la première fois en 1971 (et réédité depuis en 1979 et en 2000 avec à chaque fois l'ajout d'une préface des auteurs), *Free jazz/Black power*² de Philippe Carles et Jean-Louis Comolli est un texte particulièrement dense, dont les phrases à rallonge, entrecoupées de parenthèses, virgules, notes de bas de page, etc., pour cerner au plus près leur objet, semblent s'amuser à recréer la polyrythmie du sujet (apparent) du livre, les musiques africaines en Amériques. Aussi âpre à lire que le free jazz peut l'être à écouter, il n'en est pas moins indispensable pour quiconque s'intéresse à l'histoire des Noirs aux USA ou souhaite réfléchir à la place de la musique, et plus globalement de l'art dans la société et de son (r)apport à la lutte révolutionnaire.

La forme du Jazz à venir³

Sans se lancer dans un fastidieux résumé de résumé que nous offrent les auteurs de l'histoire du jazz et de ses marges pour arriver au free jazz, retenons pour les besoins de cet article :

– Que «*l'apparition et l'évolution du phénomène musical afro-américain [doivent être] étudiées dans leur rapport avec 3 éléments essentiels : permanence d'africanismes, influence du contexte social oppressif et – ce troisième élément étant indissociable du deuxième – continuité protestataire de toutes les manifestations vocales et instrumentales des Noirs en Amérique.*» (p. 187)
– Que le blues, «*formation majeure de la musique afro-américaine, dont le jazz ne serait qu'une adaptation, une traduction instrumentale, un compromis musical avec les différents ordres imposés par l'Amérique blanche : musique de*



Le free jazz naît dans un contexte de montée des luttes des prolétaires africain-es américain-es que les auteurs appellent «l'étape du Pouvoir noir»

spectacle, instrumentale et distractive» (p. 211), représente l'élément de continuité antagoniste, sans cesse réactivé par les musiques noires, dont le jazz, «*si les déterminations blanches prennent trop longtemps le dessus (et notons-le : ce ne peut être la détermination noire qui domine, puisque le lieu de ce conflit est celui de la domination de l'idéologie bourgeoise)*» (p. 326)

– Que la lutte (de classe et de race) entre africanisme et européanisation du jazz est le moteur de son histoire. Ainsi le free jazz est une réaction jazz cool des musicien·nes blanc·hes de la côte Ouest, comme le be bop (et ses dérivés) l'était face à l'ersatz de swing d'orchestres blancs pour GI's qui dominaient le jazz au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Et que cette lutte est déterminée par l'évolution de la conscience et des luttes des africain-es américain-es sur les plans social, politique, idéologique... bref par la lutte des classes aux USA.

Le free jazz naît dans un contexte de montée des luttes des prolétaires africain-es américain-es que les auteurs appellent «l'étape du Pouvoir noir» (p. 51). Ce contexte se caractérise par le développement de ces luttes sur les plans :

– De l'organisation : création, développement et radicalisation d'organisations qui «*accentuent leur rupture avec les intégrationnistes et les élites de la bourgeoisie noire*» (p. 52),

– De l'idéologie : «*Malcom X fait accomplir aux luttes des Noirs un pas politique important (rejoignant les conclusions marxistes de W.E.B. Dubois) en subordonnant l'ensemble des revendications raciales, juridiques, sociales et culturelles aux revendications directement politiques : à la lutte contre le capitalisme américain qui devient l'ennemi principal*» (p. 54),

– De l'action : émeutes urbaines de 1964-1965 dans plusieurs ghettos (Harlem, Détroit, Watts,...) «*qui terrifient l'Amérique blanche et accélèrent la transformation de la lutte revendicative en lutte prérévolutionnaire*» (p. 55).

Une improvisation collective⁴

C'est ce même contexte qui conduit en 1966 à la création du Black Panthers Party et va donc déterminer les formes du jazz qui se crée, en toute liberté. Car la caractéristique principale du free jazz, c'est précisément qu'il ne s'interdit rien : «*Tout se passe avec ces jazzmen là comme s'ils*



C'est donc bien à tout l'édifice idéologique, mais aussi esthétique, du capitalisme blanc américain et de sa pénétration dans les masses noires que s'attaque le Free Jazz

avaient décidé de ne plus se priver de quoi que ce fût qui pût leur faire envie ou besoin à toutes les étapes du processus de création » (p. 343).

En effet, les musicien·nes free « se démarquent de la plupart des traits du jazz coutumier : structure des morceaux, fonction et rapports des instruments, conceptions rythmiques, rapport du musicien à son public, aux autres musiciens, etc. ». Et les auteurs de conclure « Décisive, unique dans l'histoire de la musique noire aux États-Unis, cette série de largage met en cause plus qu'un ordre musical : un ordre culturel » (p. 345).

Ainsi, si le « Nouveau truc » (New Thing fut un autre nom du free jazz) recouvre une multitude de formes esthétiques et musicales, « ce qui fonde le phénomène free comme ensemble, ce qui articule la multiplicité de ses manifestations musicales, ce sont leurs communes surdéterminations par l'histoire, les rapports sociaux, le niveau de luttes politiques et idéologiques, l'attitude culturelle par rapport au jazz antérieur » (p. 378).

Les auteurs concluent de leurs études de l'évolution des conditions matérielles de production des musiques noires aux USA, et de leur influence sur les formes de celles-ci, en lien avec le niveau de conscience et de luttes des Africain·es américain·es que les free jazz wo·men ont « affaire à la même exploitation capitaliste que le reste du jazz, à cette seule différence près que, centrée politiquement, résistante culturellement, leur musique est infiniment moins récupérable par le commerce et l'idéologie » (p. 83).

En effet, « Comme le bop et plus nettement encore, le free jazz n'est pas seulement remis en question, au plan musical, des formes et styles qui le précèdent historiquement : son action déborde le champ strictement musical pour concerner les champs culturels et idéologiques. Il se donne, très vite pour un acte de résistance culturelle :

la réappropriation (et les transformations qu'elle nécessite) par les Noir·es américain·es, musicien·nes et auditeuses, d'une musique qui originellement fut leur, c'est-à-dire qu'ils fabriquent dans des conditions historiques, sociales et culturelles (déportation, esclavage, misère, racisme) qui furent les leurs sans partage. Or cette musique s'est vue aussitôt, et pendant plus d'un demi-siècle, sous la pression d'un grand nombre de facteurs (commerciaux, sociaux, raciaux, culturels, parasitée et exploitée par cela même qui avait réduit les Africain·es en esclavage, fait naître et utiliser contre elleux l'idéologie raciste, et qui continue de les exploiter et de les opprimer : le capitalisme blanc américain, son idéologie et son système de valeurs. » (p. 49)

C'est donc bien à tout l'édifice idéologique, mais aussi esthétique, du capitalisme blanc américain et de sa pénétration dans les masses noires que s'attaque le free jazz, « dans la mesure précisément ou il entreprend une remise en question de ce qui domine les "goûts populaires", de ce qui conditionne la demande des masses. Il s'efforce en effet de se couper non des masses elles-mêmes mais de l'idéologie qui les traverse, les aveugle, parle en leur nom pour perpétuer l'exploitation ; il rejoint en revanche, et par cette critique même de l'idéologie, les exigences politiques des masses noires. Il est plus près d'elles, et répond davantage à leurs intérêts, en s'attaquant à l'idée même qu'elles ont de leur musique, de ce jazz dont nous avons vu combien il était mis au service de leurs ennemis. » (p. 383)

Comme le notait déjà le Vieux révolutionnaire Léon Trotsky en 1933, à propos du premier roman de LF Céline : « la lutte contre la simulation dans l'art se transforme toujours plus ou moins en lutte contre le mensonge des rapports sociaux »⁵. C'est armé·es de toute l'histoire des Africain·es déporté·es dans le « nouveau monde », de l'histoire de leurs résistances, des cales des galères négrières jusqu'aux émeutes prérévolutionnaires de 1965 et l'histoire de leurs musiques, des spirituels et work songs jusqu'au jazz d'avant-garde, que les musicien·nes free fracassent la simulation dans l'art et le mensonge des rapports sociaux.



Laisse mon peuple s'évader!⁶

« L'histoire politique des Noir·es américain·es est aussi longue et riche que méconnue — et cette méconnaissance n'est pas accidentelle : elle est le fait d'un systématique effort de brouillage et d'occultation de la part des appareils idéologiques (école, presse, supports culturels, etc.) de la société américaine » (p. 51) avertissent les auteurs. Et de préciser : « l'histoire des Noir·es américain·es n'est pas faite que de résistances et de batailles culturelles : mais de luttes politiques qui débouchent sur une révolution qui n'est pas que culturelle ». (p. 40). Ils s'attachent donc à « tenter de montrer quelques-unes des principales articulations du jazz et du free jazz avec les luttes, mouvements et programmes politiques noirs, avec les développements de la conscience révolutionnaire chez les Noir·es américain·es » (p. 41).

La création même de ce peuple, les « Noir·es américain·es », est le produit du colonialisme, de l'extension du capitalisme à l'ensemble de la planète (première mondialisation). En effet, ce sont des Ashantis, des Bantous, des Peuls, des Wolofs, des Sérères, des Soninkés, des Yoroubas etc. qui débarquent des galères négrières et sont transformé·es en « Noir·es » par l'horreur de la déportation, de l'esclavage et de l'idéologie raciste, aberrante, absurde et abominable abstraction basée sur le taux de mélanine, qui déshumanise un pan entier de l'humanité et « a pour fonction de justifier l'expansionnisme capitaliste » (p. 40).

La « double conscience »⁷ de ce peuple, Africain·es coupé·es du continent, de leur culture, de leur tradition, de leur musique et Américain·es mais toujours de seconde zone, même après la fin de l'esclavage et de la ségrégation, est une caractéristique importante de ce peuple. Elle se lit jusque dans le nom qu'il s'est choisi : Africain·es américain·es, dont Afro-Américain·es n'est pas un diminutif, mais une étape antérieure dans la prise de conscience. Cette double conscience influence tant sa musique que ses luttes. Et comme nous le rappellent les

Il y a toujours eu à la fois des « Oncles Tom » et des « Panthers »

auteurs, ses luttes ont toujours existé malgré, ou à cause, de la radicalité de l'oppression : « outre les innombrables mutineries et suicides collectifs à bord des bateaux négriers, et une résistance passive permanente sur les plantations (sabotage de matériel, négligence systématique, etc.) des révoltes éclatèrent dans les colonies d'Amérique dès l'installation des premiers esclaves » (p. 155). Ainsi, contrairement à ce que pourrait laisser entendre le titre de l'important bouquin de Daniel Guérin⁸, il y a toujours eu à la fois des « Oncles Tom » et des « Panthers ». Comme dans le jazz ont toujours cohabité des Louis Armstrong, représentant des Tom, décrits comme ces « "nègres idéals" dont rêve l'Amérique blanche » (p. 258) et des Duke Ellington, qui « entreprennent de faire "la musique du Noir américain" » (p. 265) : « les œuvres d'Armstrong et d'Ellington (les deux musiciens noirs les plus prestigieux et célèbres) sont dès leur origine (1925) opposables dans la mesure où répondant chacune à l'un des deux grands courants idéologiques du mouvement noir, l'intégrationnisme (gradualiste) et le séparatisme » (p. 262).

Le Jazz est mort!⁹

« Le couronnement du jazz comme art, considéré partout comme une victoire des "progressistes" sur les conservateurs paracheva la colonisation commencée par le commerce » (p. 91) assènent les auteurs. En effet, « ce sont l'invention et l'industrialisation des techniques de reproduction sonore (rouleaux puis disques) qui marquent la constitution du jazz en objet de commerce — et en conséquence, en objet d'art » (p. 75). C'est donc bien avec l'instauration du capitalisme industriel que se développe à une échelle de masse l'exploitation

commerciale de la musique noire, qu'il a fallu auparavant blanchir (le premier disque de jazz jamais gravé sur vinyle est celui d'un orchestre blanc).

Donner au jazz le statut d'art, c'est bien sûr, contre les plus radicaux des racistes, enfin reconnaître aux esclaves africain-es américain-es le statut d'êtres humains, capables d'accéder à l'élévation que représente l'art dans la pensée bourgeoise. Mais c'est aussi, contre les musicien-nés de jazz, faire rentrer de force leurs productions dans la catégorie occidentale d'art. C'est les forcer à traduire leur musique dans les codes blancs : une musique de divertissement, principalement instrumentale (qui n'a rien à dire), coupée de ses déterminations sociopolitiques. C'est les obliger à rendre leur musique acceptable pour les blanc-hes, donc empreinte « du défaut de sens qui frappe toutes les activités entreprises sous le signe de l'art pour l'art »¹⁰. Bref, c'est vouloir faire rentrer les musicien-nés noir-es à l'universel abstrait de la bourgeoisie blanche. Car comme le note les auteurs, les critiques bannissent de leurs discours toutes considérations sur la race (sociale) des musicien-nés de jazz (le fait qu'ils soient noir-es et ce qu'ils disent, à travers leur musique, mais pas seulement, de l'expérience d'être noir-e dans un système capitaliste et raciste) « au nom de l'antiracisme qui sert de couverture à l'antihistoricité » (p. 384). C'est donc au nom d'un antiracisme moral qu'on va s'attaquer à l'antiracisme politique développé par les Noir-es elleux-mêmes.

Les critiques adressées aux free jazz « témoignent massivement d'un système de valeurs (esthétiques entre autres) : celui de la civilisation judéo-chrétienne qui se pense comme au centre de toutes autres, référence unique et universelle, et en qui l'Art occupe une place centrale et supérieure » (p. 388). L'Art incarne dans le système occidental « la pureté de l'Idée » « transhistorique, dégagée des contingences, des contradictions (synthèse, Trinité), du travail, lieu de jouissance sans entrave (fantasme

C'est donc au nom d'un antiracisme moral qu'on va s'attaquer à l'antiracisme politique développé par les Noir-es elleux-mêmes

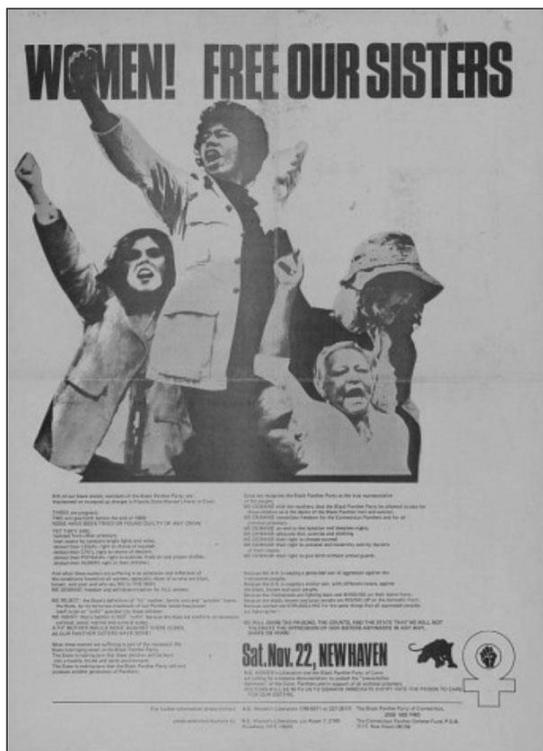
du capitalisme) de la domination démiurgique/magique du monde ». Ce à quoi s'attaquent les musicien-nés free c'est précisément « ce fantasme de l'unité en Art qui ne voit pas sa détermination par l'idéologie dominante (négation de la lutte des classes) ni par la théologie ».

Et c'est précisément là que le free jazz, en tant que réactivation de l'antagonisme qui parcourt l'histoire des musiques noires en Amérique, donc en tant que « la lutte contre la simulation dans l'art », « se transforme en lutte contre le mensonge des rapports sociaux. »¹¹ « Les réactions de rejet et de haine d'une certaine critique à l'endroit du free jazz signalent qu'il constitue (dans les limites de l'importance relative du champ esthétique/culturel) un profond danger pour l'idéologie dominante et ce qu'elle a produit comme fonction de la musique (distraction, évocation, satisfaction fantasmagique) et comme fonction et place de l'art. » (p. 383)

« Selon les esthétiques bourgeoises (idéalistes) la musique et les autres arts sont réputés "autonomes", comme s'ils se faisaient ailleurs et au-dessus des rapports sociaux, hors des déterminations économiques, historiques et sociales » (p. 393). Or, « dans une situation du type colonial, l'instance culturelle est directement déterminée par la politique : la culture est ou celle des colonisés ou celle des dominateurs » (p. 400). Et comme « tout ce que l'idée occidentale d'Art censure en ses arts vit dans le free jazz (ce qui suffirait à montrer qu'il ne relève pas de cette civilisation et de cette culture mais de leurs déchets : une autre civilisation et une autre culture) » (p. 390) le free jazz est nécessairement révolutionnaire. Tout comme le hip hop qui se développe à base de "popopop", mais c'est une autre histoire abordée dans *Les Cahiers n°10*.

THOMAS (BOBIGNY)

- 1 – *We insist!* (Max Roach's *Freedom now suit*) – Album de Max Roach (1960)
- 2 – Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, *Free Jazz Black Power*, Collection Folio. La version actuellement disponible en librairie est identique à celle de 2000 (à l'exception de la couverture) et comprend donc les 2 préfaces et une discographie.
- 3 – *The Shape of Jazz to come* – Album d'Ornette Coleman (1959)
- 4 – *Free Jazz (A collective improvisation)* – Album d'Ornette Coleman (1960)
- 5 – Léon Trotsky, *Céline et Poincaré*, mai 1933 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/litterature/l19330510.htm>
- 6 – *Let My People Go* – Album de Archie Shepp (2021)
- 7 – Concept forgé par WEB Dubois
- 8 – Daniel Guérin, *De l'Oncle Tom aux Panthères noires*, Paris, Les bons caractères, 2010
- 9 – *Jazz is Dead*, série d'albums de Ali Shaheed Muhammad, membre du groupe Hip Hop A Tribe Called Quest et Adrian Youngue, avec à chaque fois des invités.
- 10 – Simon Reynolds, *Hardcore*, Paris, audimat éditions, 2022
- 11 – Léon Trotsky, *Céline et Poincaré*, mai 1933 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/litterature/l19330510.htm>





À la sortie de son concert à Rennes en mars 2023, BEN plg entouré de fans sur la Dacia Logan, voiture emblématique de son parcours.

MUSIQUE **POUR LA GLOIRE DE NOS VIES : L'ATTITUDE DE BEN !**

On ne va pas faire dans le détail pour cette mini chronique, il faut écouter BEN plg. Pour la gloire.

Depuis plusieurs années, ce rappeur prend comme paysages pour ses clips les plages, les rues, les docks, les kebabs, les PMU du Nord, de Tourcoing à Lille en passant par Dunkerque. Ses textes sont des poèmes issus de la brutalité de l'exploitation, articulée à une rage d'exister et de résister, une générosité dans les images proposées, avec une patate qui donne de la fraîcheur et de la motivation dans les jours où le moral est parti en vadrouille.

Je me souviens de son passage à Rennes l'an dernier, où sur scène il s'enquiert de notre état de santé suite à la manifestation de l'après-midi contre la réforme des retraites. Ou encore, lorsqu'en ouverture du festival *Un singe en été* à Mayenne, il rappelle à quel point il est sain de détester Darmanin, maire de sa ville, Tourcoing. BEN plg, c'est aussi un rappeur qui pousse la réflexion sur des contradictions qu'il observe autour de lui : entre « Arrête de crier sur ta meuf », « Tramadol » sur la psychiatrie, et son titre « Ah bah ouais » où en référence à son travail dans le secteur social et à son petit frère, il tranche « *parler du handicap avec de la pitié c'est un truc de batard* ». Difficile de savoir quel titre est le meilleur, tant il enchaîne les pépites auditives et les images sensibles entre espoir, goût du collectif, références à sa mère, et fierté de sa classe. D'ailleurs, pour terminer sur



un couplet, voici ce qu'il faut écouter en priorité : le titre « Magnifique ».

*À la base, s'élever pour un SMIC, c'est une fierté
Dorénavant, arracher l'sol, c'est une certitude
J'peux plus faire demi-tour, j'me sens cerné
Là, c'est le prolétariat avec de l'attitude*

RDV lors des concerts de sa tournée en cours (le 28 mars à Rennes !). Son nouvel album sort le 26 janvier : *Dire je t'aime*.

SOLENE FERRANDON-BESCOND (RENNES)



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter le raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

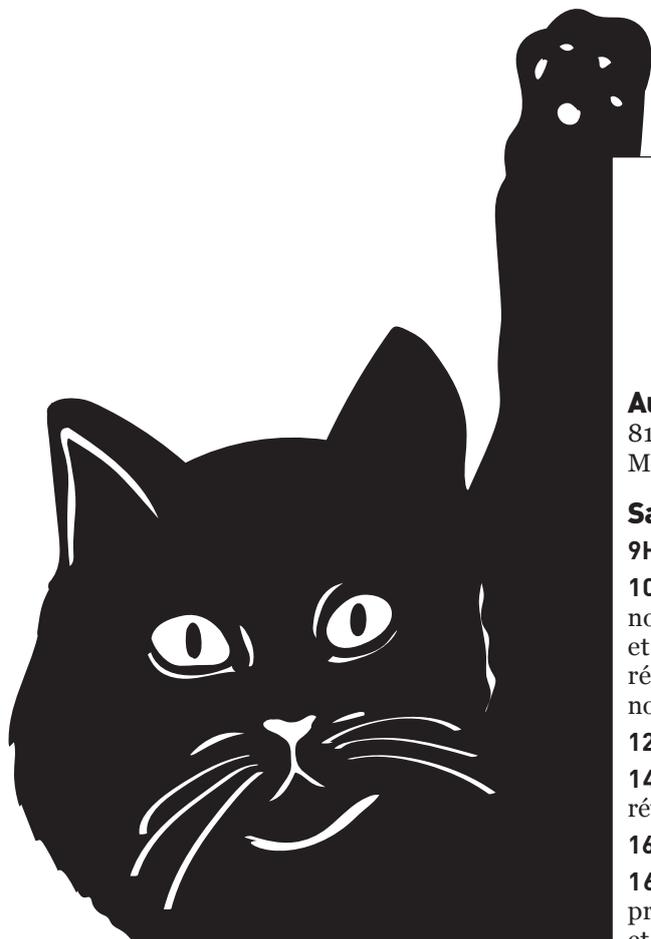
b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET



44^e WEEKEND NATIONAL 20-21 JANVIER 2024

Au En Gare de Montreuil

81, rue Michelet, 93100 Montreuil
Métro Robespierre

Samedi 20 janvier

9H30 - 10H : accueil et petit-déjeuner

10H - 12H : Situation politique : effets sur nos activités militantes, crise de la macronie et fascistes aux abois ; est-ce une situation révolutionnaire ? Où en est l'autonomie de notre classe ?

12H - 14H : Repas collectif

14H - 16H : Faut-il un parti pour faire la révolution ?

16H - 16H30 : Pause

16H30 - 18H30 : Le consentement et la prévention collective des violences sexistes et sexuelles (VSS) : réflexions à partir d'une situation concrète.

Dimanche 22 janvier

9H30 - 10H30 : accueil et petit-déjeuner

10H30 - 12H30 : Luttés de libération nationale et rapport au-x nationalisme-s

12H30 - 14H30 : Repas collectif

14H30 - 16H30 : Organisation d'A2C : les prochaines discussions, retours sur la revue *les Cahiers de l'autonomie de classe*, retours des différents groupes de travail, etc.



**Pour plus d'informations
(garde d'enfants,
conditions d'accessibilité,
repas, trajet, etc.),
contactez nous !**

LES RENDEZ-VOUS D' RENNES

Lundi 15 janvier, Réunion publique

18H30 AU CRIDEV (41 AV. JEAN-JANVIER)

1973 : le mouvement des travailleurs arabes (MTA) s'engage dans une lutte contre les violences racistes faites aux immigrés commises par les fascistes, par une frange de la population raciste et par la police.

2023 : quelques mois après un mouvement contre la réforme des retraites historique — réforme passée en force avec l'article 49.3, le gouvernement passe à nouveau en force avec une nouvelle loi raciste qui offre une opportunité de victoire idéologique aux fascistes. Nous repartirons de l'article d'Anouk dans la revue #07 *des Cahiers de l'autonomie de classe* « 1973, la révolte des travailleurs immigrés » pour



tisser les liens entre la situation polarisée d'aujourd'hui et les réponses que nous pouvons y apporter. Quelles différences et quelles ressemblances existent 50 ans après le MTA.

Lundi 29 janvier, soirée de présentation des Cahiers d'A2C #11

18H30 AU CRIDEV (41 AV. JEAN-JANVIER)

LES RENDEZ-VOUS D' RÉGION PARISIENNE

Vendredi 2 février, soirée de présentation des Cahiers d'A2C #11

19H (LIEU À VENIR) Présentation d'A2C et de la revue, arpentage d'un article.

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION : CONTACTEZ NOUS !  A2C@RISEUP.NET

 [A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE](https://www.facebook.com/A2C)  [A2C.AUTONOMIEDECLASSE](https://www.instagram.com/A2C.AUTONOMIEDECLASSE)  [AUTONOMIEDECLASSE.ORG](https://www.autonomieDECLASSE.ORG)

11

JANVIER 2024

CRISE DU POUVOIR : CONTRE LA LOI DARMANIN-LE PEN ET POUR LA PALESTINE, SAISIR LA BRÈCHE

ANOUCK BRUNET (MARSEILLE), PAGES 3-5

14 JANVIER LA FRANCE À UN TOURNANT : PREMIÈRE VAGUE DE RIPOSTE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGES 6-7

LE SIONISME :

UN PROJET RACISTE ET COLONIAL QUI DOIT ÊTRE COMBATTU AU NOM DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME !

DANI ET HUGO (TOULOUSE), PAGES 8-11

COMITÉ PALESTINE CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ FACE À UNE RÉPRESSION SANS PRÉCÉDENT

COORDONNÉ PAR ANOUCK BRUNET (MARSEILLE) ET OMBELINE CORNETTE (PARIS), PAGES 12-15

DEBOUT CHÔMEUR-EUSES !

CÉLIANE (MONTREUIL) ET NEYLAN (MARSEILLE), PAGES 16-19

ON INSISTE : LA LIBERTÉ MAINTENANT ! – PARTIE 2

À PARTIR DE «FREE JAZZ/BLACK POWER» DE PHILIPPE CARLES ET JEAN-LOUIS COMOLLI

THOMAS (BOBIGNY), PAGES 20-23

MUSIQUE POUR LA GLOIRE DE NOS VIES : L'ATTITUDE DE BEN !

SOLEN FERRANDON-BESCOND (RENNES), PAGE 24

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 25

A2C VOUS DONNE RENDEZ-VOUS

A2C, PAGE 26

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE